

Voix d'Afrique

MAGAZINE D'INFORMATION- N° 23 DU 6 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE 1976

200 F. CFA

Algérie 4 Dinars - France 5 FF - Mali 400 FM - Maroc 4 Dinars - Mauritanie 55 UM - Tunisie 400 M - Zaïre 50 M.

GUINÉE: AU BORD DE LA GUERRE CIVILE



Diallo
Telli



**FOOTBALL:
D'OÙ VIENT ET OÙ VA
L'ASEC D'ABIDJAN**

«Le Sage se demande à lui-même la cause de ses fautes,
l'insensé la demande aux autres» (Confucius).

GUINÉE: AU BORD DE LA GUERRE CIVILE

Depuis le 24 juillet dernier, la Guinée de M. Sékou Touré dispute la vedette de l'actualité à l'Afrique du Sud entrée soudain en pleine flambée raciale.

Ce jour-là en effet, la redoutable machine de terreur qui s'était remise à fonctionner un peu comme au ralenti deux mois plus tôt, accélère sa cadence dévastatrice et frappe au sommet: M. Diallo Telli, ministre de la Justice et ancien secrétaire général de l'OUA est écroulé au camp de concentration de Camayenne dit «Camp Boiro» en même temps que cinq cadres supérieurs de l'Etat.

Parmi les nouveaux «hôtes» de cette citadelle de la mort, on relève le magistrat Sy Savané Souleymane, ancien procureur général de la République et inspecteur général des services d'Etat, le professeur Sékou «Philo», ex-ambassadeur et l'un des initiateurs de la révolution culturelle socialiste en août 1968, l'économiste David Camara, ami et conseiller de M. Abdoulaye Touré, cousin du président et ministre du commerce extérieur, puis deux officiers: le capitaine Lamine Kouyaté, commandant militaire de la région de Kindia et le jeune lieutenant Assane Diallo, ancien secrétaire de l'ex-colonel Diallo Mamadou, exécuté en 1971.

Depuis, il ne se passe pas de jour sans l'annonce par la «VOIX de la Révolution», de l'arrestation d'une ou de plusieurs personnalités du régime. Parmi ces compagnons d'infortune de M. Diallo Telli, le ministre du Plan et de la statistique M. Dramé Alioune qui fut autrefois et successivement ministre des Finances et Ambassadeur de Guinée en Côte d'Ivoire.

Au nombre des «sans-grade» qui ont pris, par centaines, le chemin brûlant des prisons politiques, une figure émerge, celle d'une ménagère: Hadja Bobo Diallo, l'une des sœurs de El Hadji Diallo

(1) M. Assane Seck ministre d'Etat sénégalais chargé des Affaires Etrangères a déclaré récemment à Paris que son pays était prêt à tout moment à permettre à 500.000 personnes étaient astreints à une toute délégation guinéenne de venir au Sénégal et de lui laisser toute latitude de vérifier sur place qu'il n'y existe, ni au parc de Niokolo-Koba ni nulle part ailleurs, de camp d'entraînement de mercen-

Saïfoulaye, qui fut longtemps le numéro deux du régime avant d'être humilié, li-mogé et relégué aux oubliettes d'où le «Responsable Suprême» le sort de temps en temps, telle une momie sacrée qu'il brandit en guise de caution d'une manœuvre impopulaire.

Ainsi, l'opinion retrouve pour la enième fois le cycle infernal des arrestations nocturnes, des «confessions» radiophoniques, des meetings belliqueux et les sinistres tribunaux dits populaires où la seule sentence autorisée par le «stratège-homme-orchestre», est la peine capitale d'autant plus charitablement distribuée à tous les accusés que dans ces circonstances, un juge tiède s'expose lui-même au châtiement suprême.

Une fois de plus, le président guinéen réussit à imposer à son gouvernement pour une fois plus que rétif le scénario combien ritualisé du «complot impérialiste», du moins ce qu'il appelle la «phase nouvelle du complot permanent» qui se-rait ourdie contre sa personne et son régime. Tous les protagonistes traditionnels de l'invariable mise en scène sont présents: des comparses (tel Diallo Tafsir, tennancier d'une buvette à l'aéroport de Labé), des technocrates (Sy Savané Souleymane), des officiers (Kouyaté Lamine)

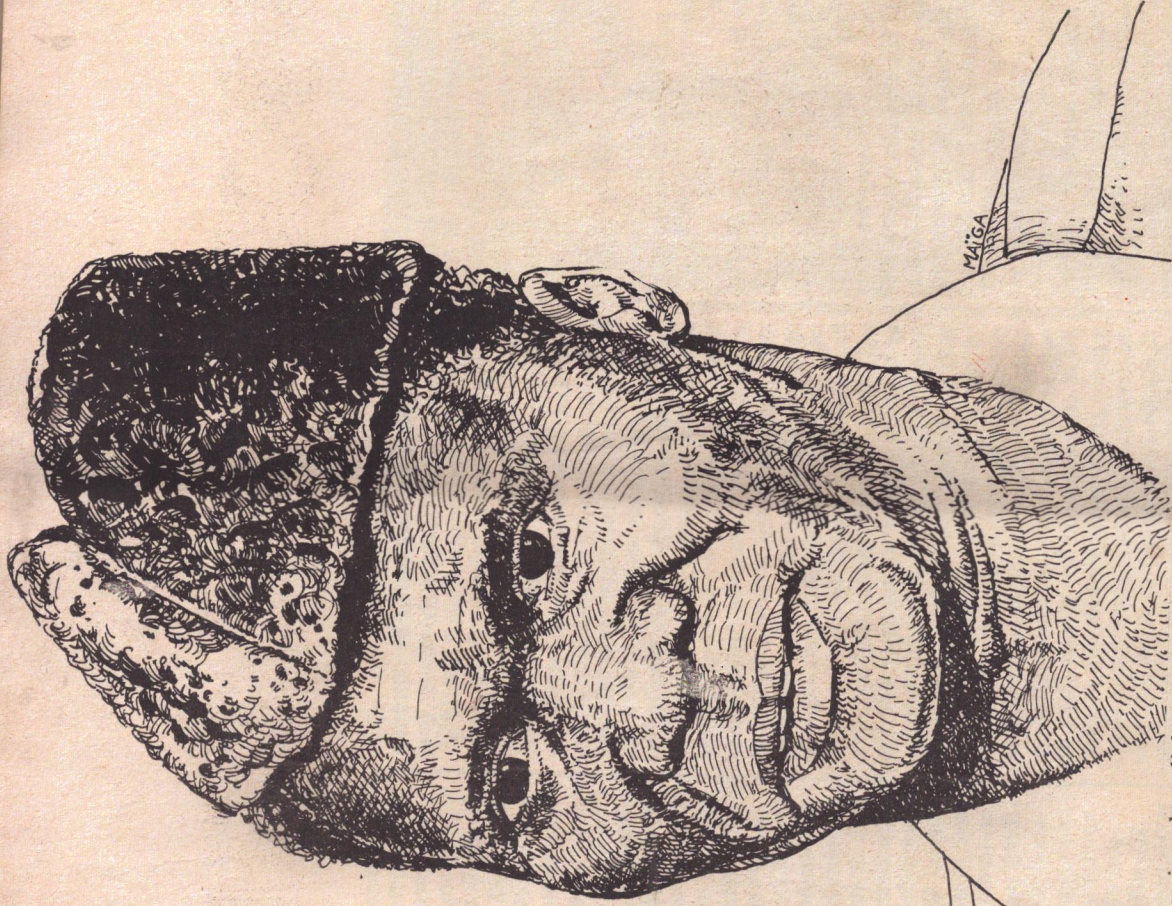
En outre, le chef de la diplomatie sénégalaise a tenu à rappeler que si les ressortissants guinéens, au nombre d'environ 500.000 personnes étaient astreints à une totale inactivité politique, le Sénégal ne pouvait, dans le cadre de sa législation nationale, les remettre aux autorités guinéennes.

Pour sa part, la Côte d'Ivoire tient égale-

et enfin pour parachever le décor intérieur des ministres éminents (Diallo Telli).

Pour composer la trame extérieure du scénario, M. Sékou Touré cite pêle-mêle le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la France, la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique (1) qui sont, à des degrés divers, ses bêtes noires habituelles. Ici, deux éléments méritent d'être signalés: c'est d'abord l'inclusion sans nuance du Gabon et du Zaïre dans les rangs des pays africains que Conakry n'hésite pas à qualifier de «Sainte alliance du néo-colonialisme et de la conspiration»; c'est ensuite et pour la première fois le ton particulièrement véhément employé à l'égard des Etats-Unis dont pourtant le soutien à M. Sékou Touré n'a jamais fait défaut.

Si les déclarations belliqueuses à l'encontre des présidents Bongo et Mobutu peuvent paraître étranges à l'heure où des émissions (dont le Directeur du cabinet personnel du Chef de l'Etat gabonais) tentent discrètement d'assainir les relations entre la Guinée et certains pays d'Afrique centrale, les violences verbales dirigées contre Washington sont au contraire sans mystère: l'administration américaine étant plongée dans les méandres des incertitudes électorales laisse provisoirement le champ libre à ses protégés, ment pour sans fondement les accusations de Conakry et, dans une déclaration, le 25 juin, ce pays a invité notamment les diplomates en poste à Abidjan et qui ont toute liberté de mouvement, à parcourir le pays pour vérifier la non-véracité des allégations selon lesquelles la Côte d'Ivoire, où vivent près de 300.000 Guinéens, abriterait des mercenaires anti-Sékou précieusement dans la ville de Daloa.



leur donnant ainsi la rare occasion de s'ébrouer un peu, d'égratigner au besoin les dirigeants en place, quitte à remettre au pas les obligés récalcitrants si par extraordinaire ceux-ci omettaient de le faire «spontanément» au lendemain des élections.

Un montage macabre

Voilà les pièces du drame guinéen toujours inachevé, articulées selon le schéma archi-éprouvé de M. Sékou Touré. Par ce montage macabre, quels objectifs poursuit aujourd'hui encore le «stratège suprême» dans son ghetto de Conakry? Quelles implications pratiques cette fureuse réactivation du volcan guinéen peut-elle entraîner? Deux questions auxquelles il serait aventureux de donner des réponses catégoriques tant l'instigateur principal est imprévisible. Cependant, les déclarations des dignitaires du régime désormais tous parents plus ou moins proches du président, les motions et pétitions des organismes du Parti Démocratique de Guinée dit Parti-Etat, les «confessions» et «aveux» radiophoniques des prisonniers donnent des indications qui éclairent

l'observateur sur quelques intentions de l'inventeur de ce «complot».

Au premier rang de celles-ci, M. Sékou Touré clame sa volonté d'extraire ce qu'il désigne sous le vocable «racisme peulh». En décrétant le 8 août dernier que la communauté peulhe (1.800.000 à l'intérieur du pays) est étrangère en Guinée puisqu'elle n'y aurait séjourné que pendant quatre siècles (si peu!), l'hôte du palais présidentiel de Conakry a enfourché un cheval de bataille dont l'imprudente manipulation comporte tous les germes d'une guerre civile. Celle-ci serait-elle fatale? Tout au moins, la menace se profile-t-elle à des horizons chaque jour plus rétrécis et l'inévitable affrontement sanglant se serait déjà produit sans l'admirable sang-froid des populations mandingue et soussou notamment chauffées à blanc et vigoureusement incitées à «chasser l'élément peulh vers le Sénégal et le Macina et à occuper le Fouta Djallon.»

Quel singulier objectif de la part d'un chef d'Etat, garant constitutionnel de l'unité et de l'harmonie nationales! A ceux qui, plus ou moins timidement, lui rappellent qu'il est périlleux et contraire à

ses charges présidentielles de transformer une ethnie en bouc-émissaire, le «stratège» oppose la réplique terrifiante que rapporte un de ses intimes bouleversé: «désignez-moi un coupable et je vous rends vos peulhs.»

Et c'est cela le cœur du problème: trouver des coupables pour alimenter les «complots» dont le régime de M. Sékou Touré ne peut se passer car sans les ter-pulations disposeraient du temps nécessaire de réflexion pour chercher les véritables causes de ses insoutenables misères matérielles et trouver — peut-être — les solutions adéquates.

Des coupables, il en a trouvé en 1961 chez les enseignants, en 1965 chez les commerçants, en 1969 chez les militaires, en 1970-71 chez les dignitaires du régime et de l'Eglise. A chacune de ces étapes, il n'a jamais hésité sur les moyens de réagir à l'égard de ses adversaires réels ou supposés. Il n'en a retenu qu'un seul, sommaire et primitif: la mort, cette mort qui a tant et si bien éclairci les corps intermédiaires de l'Etat qu'il se trouve désormais frontalement aux prises avec le peuple. Et

Comment expliquer le silence des gouvernements africains face à la menace de mort qui pèse sur l'ancien Secrétaire Général de l'OUA ?

→ c'est au sein de celui-ci qu'il choisit aujourd'hui les peulhs et s'il en a le temps demain une autre ethnie pour peupler ses prisons et offrir à ses bourreaux et tortionnaires la matière première dont ils ont besoin pour ne pas sombrer dans l'ennui d'un chômage même momentané.

Au bord du gouffre

C'est donc au bord du gouffre de la guerre civile que la Guinée aborde ce mois de carême.

Au-delà des inconnues que comporte une telle situation grosse de menaces, l'attention des observateurs s'arrête sur quelques données insolites qui, à l'intérieur même de la tragédie, ont plus de relief que d'autres et ne cessent d'intriguer.

Et d'abord le fait singulier que constitue la « confession » de la pétulante Hadja Bobo Diallo. Le ton et le contenu des « aveux » de cette sœur de Diallo Saïfoulaye (qui fit naguère basculer le Foutah dans les rangs du RDA) tranche avec la litanie monotone des autres « confessions », toutes rédigées par le groupe Mamadi Kéïta, beau-frère du Président et lues par des accusés exténués par les privations et les tortures.

Que dit cette citoyenne, qui fut député jusqu'en 1964 et radiée de l'Assemblée

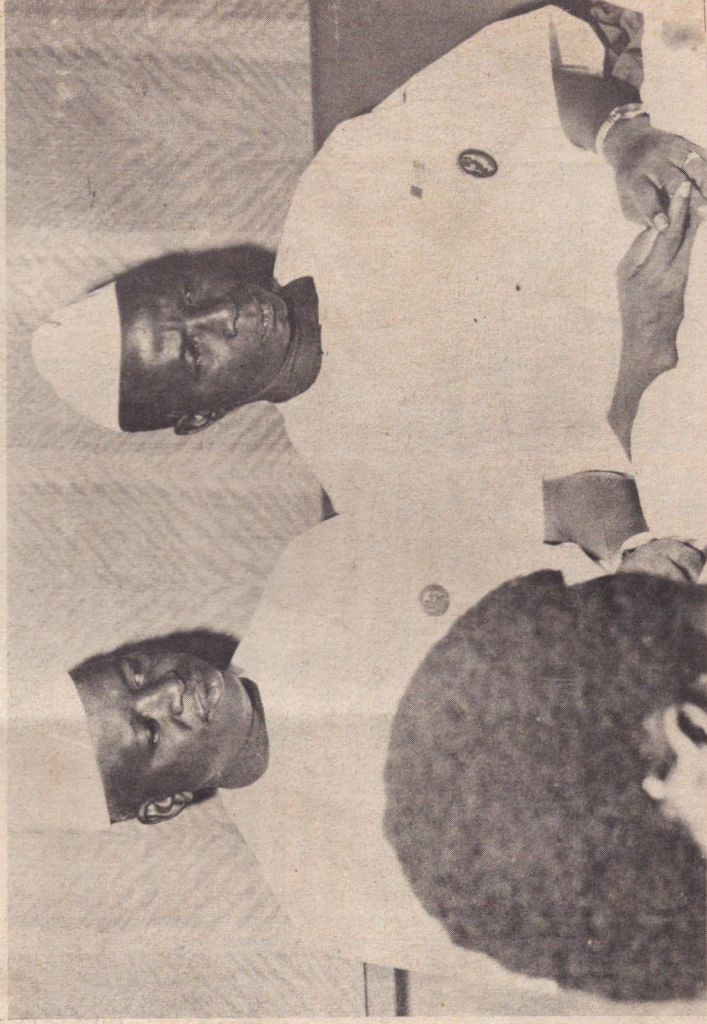
par un décret présidentiel ? Elle reprend, avec une franchise plus héroïque (ou suicidaire) l'analyse que fit le 6 juin 1976 par Kéïta M'Famara, ministre du domaine du développement rural au nom de ses collègues ministres. Elle dénonce les carences de l'administration, la rareté des produits de première nécessité, le déclin de l'agriculture, les fournitures obligatoires de céréales et de bœufs, la désintégration de l'école et de la famille, la confiscation du pouvoir par la famille du président, la misère chaque jour plus atroce du peuple et l'opulence vertigineusement croissante de certains dirigeants protégés. Cela dans un accent de procureur, lequel s'accorde fort bien avec le fougueux tempérament de cette femme à qui Sékou Touré demandait un jour : « Si tu étais un homme qu'aurais-tu fait aujourd'hui ? » Et Hadja Bobo de répondre sans un instant d'hésitation : « Te renverser et prendre la place pour mieux gouverner ce pays. Je déteste l'incompétence, la médiocrité et l'état permanent de parade et d'excitation stérile ». C'était en 1964 et l'auteur de ces propos féru de culture arabe perdit aussitôt son écharpe de député. Elle perd aujourd'hui sa liberté et sans doute le droit de vivre. Mais elle affirme n'avoir qu'un regret : « c'est de mourir sachant que Sékou continuera à

broyer son peuple et à retarder son pays ». Le « responsable suprême » en personne a commenté cette « confession » de Hadja Bobo dont il a avoué maladroitement le 22 août que c'est la seule qui soit « sincère et voulue » par un prévenu politique depuis 1961. Et les autres ? Cet aveu énorme par le président guinéen de l'inauthenticité de toutes les dépositions entendues à la radio (ce que d'aucuns savent avec certitude et d'autres soupçonnaient avec inquiétude), pourrait éclipser le problème posé à l'Afrique par l'arrestation de Diallo Telli.

La question que tout le monde se pose en effet est celle-ci : comment expliquer le silence des gouvernements africains, de quelque bord qu'ils soient, face à la menace de mort pesant sur l'ancien secrétaire général de l'OUA, qui fut aussi, faut-il le rappeler, secrétaire général du Grand Conseil de l'ex-Afrique occidentale française avant d'occuper, six ans durant, les fonctions d'Ambassadeur aux Nations Unies ?

Quel crédit ?

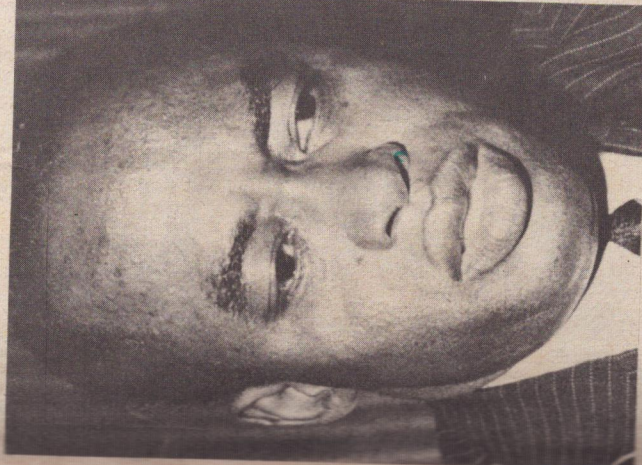
Ce silence, qui n'est rompu que par le gouvernement du Mali exigeant des explications, n'est pas l'une des données les



MM. Diakité Moussa (à gauche), ministre de la Sécurité et Touré Moussa, oncle du Président.

moins surprenantes des événements en cours en Guinée. Car si l'Afrique manque de courage, pour défendre face aux siens, le droit à la liberté et à la vie, quel crédit l'étranger accordera-t-il à ses légitimes exigences d'indépendance et de dignité ? Il en va pour les Africains comme pour les autres : pour combattre efficacement l'intolérance, il paraît indispensable de ne la tolérer nulle part.

Par ailleurs et pour inquiétante qu'elle soit, point n'est besoin d'épingler démesurément la menace d'expulsion des peulhs de leur pays car elle n'est qu'un symptôme de plus d'un mal endémique présentant des états de crise aiguë : la trop évidente incapacité de M. Sékou Touré à garantir la paix et la fraternité dans son pays et l'acharnement qu'il met à prouver le contraire en supprimant non pas les difficultés mais les hommes. Il en est de même de l'avenir des relations diplomatiques avec les pays qu'il accuse de comploter contre son régime : nulle précaution, pas même le message personnel du Président Giscard d'Estaing, lu publiquement à Conakry contrairement aux usages diplomatiques ne saurait prévenir la rupture si celle-ci figure parmi les objectifs initiaux du complot au moment où le « Stratège » de Conakry en imaginait à la fois les victimes et les buts visés.



M. Diallo Telli

Or, ces buts se précisent au fil des jours. Si le tout premier est la rupture de la solidarité nationale, par le biais d'un « génocide Peulh », le second paraît être la recherche d'un prétexte pour créer les conditions de déstabilisation dans les pays voisins dont les succès politiques et économiques constituent, par contraste, une sorte d'illustration de son immense et irréversible échec. Pour le faire savoir, il n'y a pas par quatre chemins puisque le 14 juillet, la « Voix de la Révolution » prévenait : « M. Senghor engage sa responsabilité devant le peuple sénégalais et les peuples africains face à la guerre qu'il veut déclencher ». Cette phrase est devenue une sorte de leitmotiv que sans cesse, l'on répète dans les meetings et autres marches révolutionnaires.

Enhardi probablement par le renforcement du contingent cubain passé de 300 h à 1000 depuis avril, M. Sékou Touré semble résolu à lancer contre le Sénégal des opérations d'intimidation. Aux autres pays, il réserve la subversion tous azimuts car, a-t-il dit le 22 août, la « révolution doit maintenant exterminer les fantoches là où ils vivent ».

Pour qui connaît l'homme et ses fanatismes, il y a dans ses proclamations incendiaires une énorme part de « bluff ». Mais les hommes et les pays visés feraient



M. Achkar Marrof, ancien représentant à l'ONU



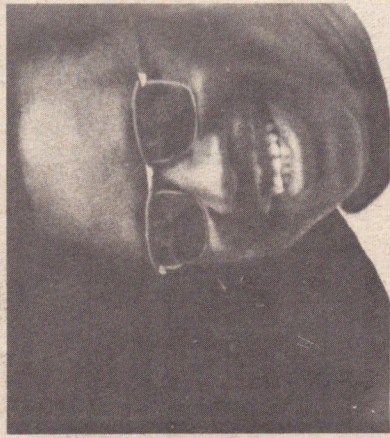
M. Beavogui Lanzana, Premier ministre menacé

«Une effrayante impasse historique :
ceux qui sont au sommet ne peuvent plus,
ceux qui sont à la base ne veulent plus»

un dangereux pari s'ils s'en tenaient à cette explication. Dans la foulée de l'An-gola et parce que l'homme qui règne à Conakry se trouve engagé dans des im-passes insurmontables, le pire des destins qu'il impose à son peuple, nul doute qu'il caresse aujourd'hui plus que jamais l'es-poir de l'exporter. Réussira-t-il à troubler la paix des voisins comme il a réussi à s'imposer aux Guinéens depuis dix-huit ans en ne leur offrant que le désordre, la peur, la mort et l'exil ?

Un lumineux schéma

Cette question est d'autant plus actuelle que le silence et l'inaction prolongés des victimes potentielles peuvent l'en-courager à commettre l'irréparable. Mais avec qui pourrait-il encore entreprendre quoi que ce soit quand ses compagnons ont été si impitoyablement décimés qu'il ne reste plus à ses côtés que quelques pa-rents anxieux pour former un gouverne-ment de famille ?



Mamadi Keita, futur Premier ministre ?

A Conakry, l'opinion la plus répandue n'accorde qu'un bref sursis au premier mi-nistre Lansana Béavogui, au ministre Kéi-ta N'Famara et aussi à M. Ismaël Touré, frère et ex-bras droit du Président.

Il resterait alors (et pour combien de temps !) les beaux-frères : Mamadi Kéita qui deviendrait premier ministre, Moussa Diakité, le tout puissant ministre du Do-main de l'Intérieur, de la Justice et de la Sécurité et Seydou Kéita que des échecs répétés au BEPC contraignent naguère à embrasser une courte carrière de foot-balleur professionnel à Bordeaux. Après l'indépendance, il fut versé dans la milice populaire et s'y distingua par une férocité appliquée. Il est aujourd'hui ambassadeur à Paris et gardien du trésor de la famille

dont l'essentiel se trouve dans les banques de Zurich.

La Guinée de M. Sékou Touré, hor-reurs et hystéries en prime, donne l'image d'une effrayante impasse historique à la veille d'un indispensable mais périlleux changement. C'est ce que, malicieuse-ment un étudiant de Kankan a voulu tra-duire en définissant ainsi la révolution

dans son pays : «c'est, écrit-il, quand ceux qui sont au sommet ne peuvent plus et ceux qui sont à la base ne veulent plus».

Quel lumineux schéma ! Ceux qui ne veulent plus se donneront-ils les moyens de faire valoir leur refus ? Au peuple de Guinée, et aux défenseurs ardents des droits de l'homme, il ne reste plus que cet espoir...

S.A.

FOIRE INTERNATIONALE DU MEUBLE

du 15 au 21
novembre 1976
à valence-espagne



tribune

La «complotite»

par Jean-Pierre Ayé



en fait l'annonce lui-même sur les ondes. Mais personne n'est plus dupe. Même plus pour croire aux condamnations de l'agent extérieur ; une autre manœuvre qui lui permet de dévier les re-gards de ses concitoyens de la triste réalité guinéenne.

Et si les Guinéens souffrent de la « complotite », c'est bien parce qu'en même temps que le « Chef Suprême de la Révolution », crée ses complots, il les accompagne de la torture et de la suppression physique des instigateurs supposés que lui four-nit son imagination... Bientôt il n'y aura plus d'intellectuels en Guinée. Il n'existera d'intellec-tuels guinéens que ceux qui ont réussi à sortir du ghetto qu'est devenu leur pays. Et ceux qui y vi-vent encore ont peur. La peur de ne pas savoir si les jours prochains les trouveront dans leur fa-mille. C'est dans ce climat-là que Sékou Touré rè-gne en maître absolu.

La Guinée de Sékou Touré a une étrange res-semblance avec la Rome de Néron. Un règne bâti sur la peur. Les mains de Néron baignait dans le sang d'une foule de victimes innocentes. Il en est de même de celles de Sékou Touré. Le Romain aimait les actions d'éclats, le Guinéen les adore. L'Empereur de Rome était un grand malade... le Chef de l'Etat Guinéen aussi. Et ils souffrent du même mal qui a peut-être guidé les fantasmes du premier et qui guide peut-être encore les actions du second. Mais alors que le Romain, aujourd'hui réduit en poussière, ne peut plus rien se repro-cher, il n'est plus loin le temps où Sékou Touré, pris par son vertige surprenne sa main gauche en train de comploter contre sa main droite.

Alors peut-être comprendra-t-il enfin que des longues années durant, il n'y a eu que lui à avoir comploté contre tout un peuple auquel il a servi un socialisme mal adapté à ses possibilités et à ses besoins. Le socialisme en soi n'est pas mau-vais. Mais le socialisme de Sékou Touré n'aura été pour la Guinée qu'une plaie sinon incurable, du moins difficilement curable.

La Guinée est malade. Tout le pays souffre de la « Complotite », la mala-die des complots. Le chef de l'Etat, Ahmed Sékou Touré, en a été le premier atteint. Qui en fait subir les conséquences à tout un peu-ple.

Pour Sékou Touré, la « complotite », c'est le mal du pouvoir. Pouvoir dont il était investi avec la confiance de ses concitoyens et il avait conçu pour eux un plan de développement hors de schémas classiques qu'entendaient emprunter ses autres collègues de lutte pour la libération na-tionale.

On le nommait « l'Enfant Terrible » et il justi-fiait cette appellation en choisissant une voie ré-volutionnaire pour le développement de son pays. C'est un choix qui en valait un autre. Mais des années sont passées et l'on ne peut soutenir que ce choix ait servi le prestige de Sékou Touré, ni aidé son peuple et la Guinée à mieux se déve-lopper.

D'aucuns parlent aujourd'hui de faillite, en pen-sant à ce pays que la nature a si richement pourvu et qu'un certain réalisme prédisposait à un bel avenir.

Et, ne bénéficiant plus de la pleine adhésion des populations, Sékou Touré qui a désormais la certitude que sa révolution a abouti à l'appauvrissement d'un peuple, cherche des boucs émissai-res pour partager les conséquences de sa politi-que, si ce n'est pour rejeter sur eux l'entière res-ponsabilité de ses échecs. Alors, à la manière de ce berger de la fable qui ne cessait de crier « au loup ! au loup ! ».

Les comploteurs sont partout dans son esprit. Il les trouve parmi ses proches, parmi ses intimes, parmi les siens, parmi les membres de son cabi-net, dans la population. Tout le monde comploté contre Sékou Touré. Il en est persuadé. Et à grand tapage, il voudrait faire croire à l'extérieur au bien fondé des complots qui n'ont de germe que dans son esprit et de conséquences que lorsqu'il